

Unité départementale de la Côte-d'Or
21 Bld Voltaire
CS 27912
21035 Dijon

Dijon, le Dijon, le 30/05/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/04/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SETEO

rue en clairvot
21850 Saint-Apollinaire

Références : 0005425601/2024-175

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/04/2024 dans l'établissement SETEO implanté rue en Clairvot 21850 Saint-Apollinaire. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SETEO
- rue en Clairvot 21850 SAINT-APOLLINAIRE
- Code AIOT : 0005425601
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société SETEO est autorisée à exploiter des installations de tri, transit, regroupement et traitement de déchets dangereux ou non sur la commune de ST-APOLLINAIRE.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de

l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ✓ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ✓ les observations éventuelles ;
 - ✓ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ✓ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut, par exemple, s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ✓ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ✓ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
7	Travaux	Arrêté Préfectoral du 23/12/2014, article 7.5.2	Demande d'action corrective	30 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Plan des réseaux	Arrêté Préfectoral du 23/12/2014, article 4.3.2	Sans objet
2	Circulation dans l'établissement	Arrêté Préfectoral du 23/12/2014, article 7.1.4	Sans objet
3	Systèmes de détection	Arrêté Préfectoral du 23/12/2023, article 7.3.5	Sans objet
4	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 23/12/2014, article 7.3.3	Sans objet
5	Surveillance de l'installation	Arrêté Préfectoral du 23/12/2014, article 7.5.1	Sans objet
6	Vérification périodique et maintenance des équipements	Arrêté Préfectoral du 23/12/2014, article 7.5.3	Sans objet
8	Protection contre la foudre	Arrêté Préfectoral du 23/12/2014, article 7.3.7	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Cette inspection avait pour but de vérifier les principales dispositions de l'arrêté préfectoral liés à la collecte, le tri, le transit, le regroupement et le prétraitement de déchets dangereux et non dangereux. Une seule non-conformité relative à l'affichage de l'interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque a été constatée. L'exploitant doit s'assurer du respect de l'ensemble de prescriptions applicables sur son site.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Plan des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/12/2014, article 4.3.2
Thème(s) : Risques accidentels, Plan des réseaux
Prescription contrôlée : Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.[...]
Constats : <u>Suite de l'inspection du 07/02/2023</u> L'exploitant a amélioré la signalisation et le positionnement de deux boîtes pompiers à deux entrées du site. Les boîtes sont facilement identifiables. Elles contiennent les plans du site, les réseaux et les bâtiments en identifiant les déchets qui y sont stockés. <u>Suite de l'inspection du 21/12/2023</u> L'exploitant a mis à jour le plan du site et notamment l'emplacement des bornes incendie, le point de rassemblement en cas d'évacuation du personnel et la localisation de rétention des eaux incendie. Le plan a été mis à jour le 06/03/2024. Il a été constaté que le nouveau plan (du 06/03/2024) est bien placé dans les deux « boîtes pompiers ».
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Circulation dans l'établissement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/12/2014, article 7.1.4
Thème(s) : Risques accidentels, Circulation dans l'établissement
Prescription contrôlée : [...] Les voies de circulation et d'accès sont notamment délimitées, maintenues en constant état de propreté et dégagées de tout objet susceptible de gêner le passage.
Constats : <u>Suite de l'inspection du 07/02/2023</u> L'exploitant a délimité les voies d'accès aux pompiers. Elles sont actuellement matérialisées par une inscription au sol "voies pompiers" et délimitées par deux lignes parallèles. Le jour de l'inspection, aucun encombrement susceptible de gêner le passage, n'est constaté sur les « voies pompiers ».
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Systèmes de détection

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/12/2023, article 7.3.5
Thème(s) : Risques accidentels, Systèmes de détection - associé aux stockages des déchets
Prescription contrôlée : Chaque [...] partie de l'installation recensée selon les dispositions de l'article 7.1.1 en raison des conséquences d'un sinistre susceptible de se produire dispose d'un dispositif de détection incendie. [...] L'exploitant est en mesure de démontrer la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection et le cas échéant d'extinction. Il organise à fréquence semestrielle au minimum des vérifications de maintenance et des tests dont les comptes-rendus sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées. En cas d'installation de systèmes d'extinction automatique d'incendie, ceux-ci sont conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux référentiels reconnus.
Constats : <u>Suite de l'inspection 07/02/2023</u> L'exploitant a installé, en novembre 2023, un système de détection d'incendie « Fire warning » pour la zone de stockage des encombrements broyés et du bois. L'alerte est envoyée sur la centrale d'alarme en cas d'apparition de flamme. Lors de l'absence du personnel sur le site (les jours fériés et la nuit), l'alerte est réalisée via la société de surveillance ARTEL. Dans le cas d'un début d'incendie, 3 personnes de la direction et le responsable QSE sont contactées. Lors de l'inspection, un visionnage de caméra thermique, pour la zone de stockage d'encombrement, a été réalisé. Le système identifie bien les points chauds, (moteur d'un camion qui venait d'arriver pour ce cas) 5 autres caméras thermiques sont présentes sur le site. Elles ont également pour fonction la détection d'intrusion.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/12/2014, article 7.3.3
Thème(s) : Risques chroniques, Installations électriques
Prescription contrôlée : [...] Les installations électriques sont entretenues en bon état et contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées annuellement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II du livre II de la quatrième partie du Code du travail relatives à la vérification des installations électriques. Les dispositions ci-dessus s'appliquent sans préjudice des dispositions du Code du Travail. [...]
Constats : Les installations électriques sont contrôlées une fois par an. L'exploitant a présenté 3 rapports réalisés par l'APAVE en date : <ul style="list-style-type: none">• du 01/03/2024 ;• du 20/02/2023 ;• du 11/02/2022. Aucune non-conformité n'a été détectée. Les rapports présentés n'appellent pas de remarque.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Surveillance de l'installation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/12/2014, article 7.5.1
Thème(s) : Risques accidentels, Surveillance de l'installation
Prescription contrôlée : L'exploitant désigne une ou plusieurs personnes référentes ayant une connaissance de la conduite de l'installation, des dangers et inconvénients que son exploitation induit, des produits utilisés ou stockés dans l'installation et des dispositions à mettre en œuvre en cas d'incident. Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas l'accès libre aux installations.
Constats : L'exploitant a désigné 3 personnes référentes ayant une connaissance de la conduite et des dangers de l'installation : <ul style="list-style-type: none">• le responsable d'exploitation ;• le technicien chimiste ;• l'agent maintenance. Pas sondage, l'Inspection a vérifié pour le responsable d'exploitation : <ul style="list-style-type: none">• la fiche de poste, qui mentionne bien la maîtrise de la sécurité et les connaissances des dangers ;• les formations récentes concernant la connaissance du site et la maîtrise des dangers :<ol style="list-style-type: none">1. formation ADR – « Transports de matières dangereuses" réalisée par l'APAVE les 24 et 25/08/2023 ;2. formation amiante – « Qualification d'encadrement amiante" réalisée par l'APAVE le 11/02/2022 ;3. formation sur les déversements accidentels et rétention réalisée en interne le 19/04/2024 ;4. formations extincteurs réalisées par l'IPS tous les 3 ans.

<p>L'Inspection a vérifié, à l'aide du registre de visiteurs, qu'aucune personne étrangère à l'établissement n'ait un accès libre aux installations :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite sur site, la présence de plusieurs prestataires a été constatée. Chaque personne rencontrée a été interrogée sur son appartenance à l'équipe de SETEO ou sur son inscription dans le registre des visiteurs. • Le registre était bien complété pour toutes les personnes ne faisant pas partie de SETEO (5 entreprises prestataires :PROXILOR, CHEVEAU, SOLUTRANS, POMPEO et BM).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Vérification périodique et maintenance des équipements

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/12/2014, article 7.5.3
Thème(s) : Risques accidentels, Vérification périodique et maintenance des équipements
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection, portes coupe-feu, colonne sèche par exemple) ainsi que des éventuelles installations électriques et de chauffage, conformément aux référentiels en vigueur. Les vérifications périodiques de ces matériels sont enregistrées sur un registre sur lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les vérifications périodiques suivantes sont répertoriées dans le registre de sécurité :</p> <ul style="list-style-type: none"> • moyens de lutte contre incendie (les deux dernières datent du 08/03/2024 et 11/05/2023) ; • installations électriques ; • thermographie infrarouge ; • bloc autonome éclairage et sécurité ; • système de désenfumage ; • protection foudre ; • portique de contrôle de radioactivité ; • disconnecteurs ; • appareils de lavage. <p>Selon le registre, les contrôles précités ont une fréquence minimale d'un an.</p> <p>Par sondage, l'Inspection a également vérifié, pour l'installation électrique, les suites données aux vérifications :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les non-conformités du rapport APAVE de 2021 ont été levées le 11/02/2022.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Travaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/12/2014, article 7.5.2
Thème(s) : Risques accidentels, permis d'intervention, permis de feu
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Dans les parties de l'installation recensées à l'article 7.1.1 et notamment celles recensées locaux à risque, les travaux de réparation ou d'aménagement ne peuvent être effectués qu'après délivrance d'un « permis d'intervention » et éventuellement d'un « permis de feu » et en respectant une consigne particulière. Ces permis sont délivrés après analyse des risques liés aux travaux et définition des mesures appropriées.</p>

<p>Le « permis d'intervention » et éventuellement le « permis de feu » et la consigne particulière sont établis et visés par l'exploitant ou par une personne qu'il aura nommément désignée. Lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, le « permis d'intervention » et éventuellement le « permis de feu » et la consigne particulière relative à la sécurité de l'installation, sont signés par l'exploitant et l'entreprise extérieure ou les personnes qu'ils auront nommément désignées.</p> <p>Dans les parties de l'installation présentant des risques d'incendie ou d'explosion, il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un « permis de feu ». Cette interdiction est affichée en caractères apparents.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant possède un modèle de « permis de feu » recensé comme le document P12E17-D.</p> <p>Un exemple du 12/04/2024, établi pour les travaux dans la zone de chaumage, a été présenté à l'Inspection.</p> <p>Le « permis de feu » est accordé pour une journée maximum. Il contient les consignes particulières à appliquer avant, pendant et après les travaux. Après les travaux, une consigne de surveillance rigoureuse pendant 2 h est présente. Les rondes sont bien tracées dans le document.</p> <p>Le document présenté n'appelle pas de remarque.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p><u>Non-conformité 1 :</u></p> <p>L'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un « permis de feu » dans les parties de l'installation présentant des risques d'incendie ou d'explosion, n'est pas affichée .</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 30 jours</p>

N° 8 : Protection contre la foudre

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/12/2014, article 7.3.7</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Protection contre la foudre</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations sur lesquelles une agression par la foudre peut être à l'origine d'évènements susceptibles de porter gravement atteinte, directement ou indirectement à la sécurité des installations, à la sécurité des personnes ou à la qualité de l'environnement, sont protégées contre la foudre en application de l'arrêté ministériel en vigueur.</p>
<p>Constats :</p> <p>La protection contre la foudre est présente sur le bâtiment 3. Elle a été contrôlée le 12/07/2023 par la société DEKRA. Aucune non-conformité n'a été constatée.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>